



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTR
Renault
Rueil

l'étincelle

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : ecrire@npa2009.org
Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 3 décembre 2012

Les menteurs

« Le gouvernement nous a menti tout au long... « Traîtres »... « On est écœurés. Montebourg doit partir, il a baissé sa culotte ! »... « On peut être le cauchemar de ce gouvernement comme on a été celui de Sarkozy »... « Le combat va monter en intensité. S'il faut cracher du feu dans la vallée, pour sauver les hauts-fourneaux, on le fera »...

Voilà comment s'exprimaient vendredi soir la colère et l'écœurement des ouvriers de Florange, suite à la déclaration du premier ministre qui désavouait publiquement les promesses d'Arnaud Montebourg.

Donc ni nationalisation, même provisoire, ni cession du site de Florange à un repreneur... introuvable.

A la place, l'acceptation par le gouvernement des conditions de Mittal, enrobées d'un vague lot de consolation : « *reclassement* » de 630 salariés, mais toujours un plan de suppressions d'emplois avec « *départs volontaires* », cette nouvelle arnaque juridique pour déguiser les licenciements ; rien pour les intérimaires et ceux de la sous-traitance ; pas de remplacements de postes pour les départs en retraite. Sans compter, dimanche dernier, cette fuite venant de la direction annonçant l'extinction programmée des hauts fourneaux, qui a fait redoubler la colère d'Edouard Martin, le délégué CFDT de Florange, accusant l'Etat de « haute trahison ».

Sous Hollande, comme Sarkozy

En 2008, Sarkozy avait promis : « *Avec ou sans Mittal, l'Etat investira à Gandrange* ». Un an plus tard, l'usine Arcelor de Gandrange fermait, laissant 600 travailleurs sur le carreau. Aujourd'hui, le gouvernement se partage les rôles : le bonimenteur Montebourg apporte des croissants aux ouvriers de Florange qui campent devant Bercy, et Ayrault s'arrange avec Mittal, qui se dit très satisfait de l'accord passé avec le gouvernement ! Comme hier, la bonne vieille méthode d'enfumage : agiter un leurre comme celui d'une « nationalisation » (provisoire !), en fait un rachat partiel à prix d'or d'une entreprise par l'Etat, qui ne s'engage même pas à maintenir l'emploi. Alors que la seule méthode efficace à l'encontre d'un patron voyou dont la fortune personnelle s'élève à 16 milliards de dollars et qui s'est servi l'an dernier 2,3 milliards d'euros de dividendes, serait la confiscation pure et simple de l'entreprise, et sans indemnités, sous contrôle des salariés.

Menteurs... et maîtres chanteurs

Un peu partout des patrons voyous, d'ici ou d'ailleurs, ferment des usines ou annoncent des licenciements. Comme à PSA, avec la famille Peugeot !

Dans le même temps, on nous fait le chantage à l'emploi sous couvert « *d'accords de compétitivité* », comme chez Renault, ou en menaçant de renoncer à des investissements, comme chez Arkema. Le tout pour flexibiliser et précariser l'emploi, baisser les salaires, augmenter la charge de travail ou imposer du chômage partiel, tout en facilitant les licenciements par une remise en cause du Code du travail. Autant de reculs que le gouvernement voudrait généraliser et faire avaler aux confédérations syndicales, qui se prêtent au jeu truqué du « dialogue social ».

Florange, PSA, SFR, Sanofi, Arkema... et tous les autres, dans le privé comme dans le public, même combat !

Les réactions d'amertume des ouvriers sidérurgistes de Florange qui se sentent « trahis » rejoignent, dans une même colère, celles de tous les autres salariés confrontés aux mêmes mensonges, aux mêmes chantages, aux mêmes plans de casse de l'emploi, dans le secteur privé comme dans le secteur public. Un peu partout en France, des salariés luttent pour les salaires ou contre les suppressions d'effectifs ; d'autres se battent le dos au mur pour empêcher la fermeture de leur entreprise. Ce n'est qu'en nous unissant tous ensemble dans un puissant mouvement de lutte dépassant le cadre d'une seule entreprise que nous pourrions imposer nos exigences. On voudra bien alors apporter quelques croissants à des patrons se concertant en urgence avec leurs sous-fifres ministériels, contraints de lâcher une partie de leurs milliards de dividendes... en faveur des salariés cette fois.

La compétitivité ne passe pas

Jeudi matin 29 novembre, 400 travailleurs ont organisé une manifestation dans l'usine de Douai, avant un débrayage de 600 à 700 salariés dans l'après-midi, contre les accords de compétitivité. 160 salariés à Lardy, 400 à Maubeuge. Vendredi au Technocentre, c'était à plusieurs centaines qu'ils se sont rassemblés pour dénoncer, en plus des accords, les vols de CEF, des compteurs CTI, les entretiens individuels pourris...

Prochaine séance de négociation mi-décembre. Mais plus la direction dévoile ses intentions, plus les manifestations pourraient se multiplier, jusqu'à devenir un coup de colère dans tout le groupe.

Mobilité obligatoire, sauf quand on est d'accord !

À la troisième réunion sur la compétitivité jeudi dernier, la direction a affirmé vouloir rendre systématique et obligatoire le prêt de main d'œuvre entre sites : « *si l'appel au volontariat ne suffisait pas à répondre aux besoins d'équilibrage intersites, tout salarié auquel serait proposé un détachement devrait l'accepter dans la mesure où le détachement de proximité répondrait à des critères négociés* ». Comme quoi il n'y a rien à négocier là-dedans, sauf des mesures qui ne pourraient que nous retomber sur la tête à tous.

Mutations à sens unique

Petite illustration : quand des salariés sont mutés sur un site et souhaitent y rester, ce n'est pas toujours possible. Trois salariés détachés de Sandouville travaillant à Lardy depuis des années veulent y rester. Et bien non : ils devraient quitter le site, décrète Renault, d'ici fin décembre, avant même l'expiration de leurs contrats en janvier ou février. Que ceux qui souhaitent changer de poste puissent le faire, c'est la moindre des choses. Les mutations forcées ou le faux volontariat obligatoire ou sous pression des chefs, pas question !

Compétitivité : prétexte pour baisser les salaires

L'autre grand volet de la dernière réunion de négociation sur les accords de compétitivité ce sont les baisses des salaires prévues par la direction : disparition des AGS au profit d'un « *management par objectifs* ». En d'autres termes, les salaires seront augmentés en fonction d'évaluations individuelles... à la tête du client.

Quant au « marché », la direction a précisé qu'il s'agissait du marché du travail des entreprises du CAC 40, de Renault à Sanofi en passant par Carrefour : des comparaisons qui n'ont aucun sens et qui servent seulement à enfumer tout le monde en réduisant nos salaires.

Renault accro aux dominos

La direction continue à jouer aux dominos : pour faire de la place au B2, on déménage des salariés aux A2 et A3 ; pour libérer de l'espace aux A2 et A3, on transfère des salariés à Lardy ; à Lardy, on renvoie les travailleurs « prêtés » sur d'autres sites. À Rueil, ce petit jeu de va-et-vient vise à fermer, à terme, le bâtiment B2. Cela fait des mois que se poursuivent ces petites manœuvres pour boucher les trous. Une manière de préparer en douceur la fermeture du site, ou juste un jeu de hasard ?

Prime de panier : demi-sandwich !

Au Technocentre de Guyancourt, les salariés de TFN continuent à exiger la prime de panier pour tous. Sous pression, leur direction a fini par céder un curieux demi-panier, sans aucune justification : 3,15 euros brut par jour. Cela fait 2,31 euros par repas, même pas de quoi se payer un sandwich entier ! Les collègues de TFN ont préféré laisser leurs chefs manger tout seul leur proposition de hors d'œuvre.

Si le mois prochain il n'y a toujours qu'une seule tranche de mie de pain au programme, l'inspection du travail et le préavis de grève devraient permettre de passer au plat de résistance.

Renault fait réprimer une grève à Bursa

Bas salaire, productivité: la Turquie est un exemple pour la direction... sauf quand la grève paralyse l'usine Oyak-Renault à Bursa durant deux jours, comme la semaine dernière.

1500 salariés protestaient contre un accord signé par le syndicat unique et corrompu. Cet accord prévoit 18 % d'augmentation de salaire, alors que les salariés en demandent 50 % sur fond de flambée des prix (+ 40% pour le pétrole en un an).

Renault a envoyé les vigiles et la police contre cette grève déclarée illégale... car pas appelée par le syndicat officiel ! 3 blessés graves et des dizaines de grévistes licenciés. Mais nos camarades turcs ne désarment pas.

Mobilisations des Ford contre la fermeture

Le 11 novembre à Genk (Belgique), les salariés de Ford et leur famille sont descendus manifester à 20 000 pour s'opposer à la fermeture de leur usine. Cette menace n'a pour but que de maintenir les profits faramineux : 20 milliards de dollars en 2011 ! Une délégation de salariés PSA Aulnay est venue apporter son soutien aux travailleurs de Ford. Ici avec PSA, là-bas avec Ford, les capitalistes comptent bien faire payer leur crise à tous les travailleurs d'Europe. C'est bien tous ensemble qu'il faudra imposer l'interdiction des licenciements pour sauver nos emplois.